Cheung Wai Wallace Li *Appellant*

v.

Her Majesty The Queen *Respondent*

INDEXED AS: R. v. LI

2020 SCC 12

File No.: 38903.

2020: June 11.

Present: Wagner C.J. and Abella, Moldaver, Karakatsanis, Côté, Brown, Rowe, Martin and Kasirer JJ.

ON APPEAL FROM THE COURT OF APPEAL FOR BRITISH COLUMBIA

Criminal law — Appeals — Appeals to Supreme Court of Canada — Appeal as of right — Accused pleading guilty to drug offence — Trial judge entering stay of proceedings — Court of Appeal lifting stay — Accused filing appeal as of right under s. 691(2)(b) of Criminal Code — Phrase “enters a verdict of guilty” includes making order setting aside permanent stay where order is tantamount to entering verdict of guilty — Accused’s appeal properly brought as of right — Criminal Code, R.S.C. 1985, c. C-46, s. 691(2)(b).

Criminal law — Abuse of process — Entrapment — Dial-a-dope operations — Accused pleading guilty to drug offence but seeking stay of proceedings based on entrapment — Trial judge finding that police did not have required reasonable suspicion and entering stay — Court of Appeal holding that trial judge misapprehended portions of evidence, misapplied legal test for entrapment and reached conclusion not available on evidence — Court of Appeal lifting stay and remitting matter for sentencing — Police had reasonable suspicion before making call that phone number was being used for drug dealing — No entrapment.

Cheung Wai Wallace Li *Appellant*

c.

Sa Majesté la Reine *Intimée*

RÉPERTORIÉ : R. c. LI

2020 CSC 12

N° du greffe : 38903.

2020 : 11 juin.

Présents : Le juge en chef Wagner et les juges Abella, Moldaver, Karakatsanis, Côté, Brown, Rowe, Martin et Kasirer.

EN APPEL DE LA COUR D’APPEL DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

Droit criminel — Appels — Appels à la Cour suprême du Canada — Appel de plein droit — Enregistrement par l’accusé d’un plaidoyer de culpabilité à l’égard d’une infraction liée à la drogue — Inscription par le juge du procès d’un arrêt des procédures — Levée de l’arrêt des procédures par la Cour d’appel — Dépôt par l’accusé d’un appel de plein droit en vertu de l’al. 691(2)b) du Code criminel — Les mots « a consigné un verdict de culpabilité » visent les cas où est rendue une ordonnance qui annule un arrêt permanent des procédures et qui équivaut à la consignation d’un verdict de culpabilité — Appel adéquatement formé par l’accusé en tant qu’appel de plein droit — Code criminel, L.R.C. 1985, c. C-46, art. 691(2)b).

Droit criminel — Abus de procédure — Provocation policière — Opérations de vente de drogue sur appel — Accusé plaidant coupable à l’égard d’une infraction liée à la drogue mais sollicitant un arrêt des procédures pour cause de provocation policière — Juge du procès concluant que les policiers ne possédaient pas les soupçons raisonnables requis et inscrivant un arrêt des procédures — Cour d’appel concluant que le juge du procès s’est mépris à l’égard de certaines parties de la preuve, qu’il a mal appliqué l’analyse juridique relative à la provocation policière et qu’il a tiré une conclusion que la preuve ne permettait pas de tirer — Cour d’appel levant l’arrêt des procédures et renvoyant l’affaire pour détermination de la peine — Avant d’effectuer l’appel téléphonique les policiers possédaient des soupçons raisonnables que le numéro de téléphone utilisé était associé au trafic de drogue — Absence de provocation policière.

Cases Cited

Referred to: *R. v. Magoon*, 2018 SCC 14, [2018] 1 S.C.R. 309; *R. v. Ahmad*, 2020 SCC 11, [2020] 1 S.C.R. 577.

Statutes and Regulations Cited

Criminal Code, R.S.C. 1985, c. C-46, s. 691(2)(b).

APPEAL from a judgment of the British Columbia Court of Appeal (Groberman, Fisher and Abrioux JJ.A.), 2019 BCCA 344, 381 C.C.C. (3d) 363, [2019] B.C.J. No. 1898 (QL), 2019 CarswellBC 2941 (WL Can.), setting aside the stay of proceedings entered by the trial judge and remitting the matter for sentencing. Appeal dismissed.

Eric Purtzki, for the appellant.

Chris Greenwood, for the respondent.

The judgment of the Court was delivered orally by

[1] MARTIN J. — Mr. Li pled guilty at trial, the trial judge entered a stay of proceedings based on entrapment, and the Court of Appeal lifted the stay and remitted the matter for sentencing. In this case, Mr. Li has a right of appeal to this Court under s. 691(2)(b) of the *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46. The phrase “enters a verdict of guilty” includes making an order that sets aside a permanent stay where that order is tantamount to entering a verdict of guilty, thus securing the purpose of this provision, which is to ensure that an accused person has one level of appeal to raise a question of law arising from their conviction (see *R. v. Magoon*, 2018 SCC 14, [2018] 1 S.C.R. 309, at para. 38).

[2] We recognize that neither level of court in this appeal had the benefit of this Court’s reasons in *R. v. Ahmad*, 2020 SCC 11, [2020] 1 S.C.R. 577. As explained in *Ahmad*, when investigating a suspected

Jurisprudence

Arrêts mentionnés : *R. c. Magoon*, 2018 CSC 14, [2018] 1 R.C.S. 309 ; *R. c. Ahmad*, 2020 CSC 11, [2020] 1 R.C.S. 577.

Lois et règlements cités

Code criminel, L.R.C. 1985, c. C-46, art. 691(2)(b).

POURVOI contre un arrêt de la Cour d’appel de la Colombie-Britannique (les juges Groberman, Fisher et Abrioux), 2019 BCCA 344, 381 C.C.C. (3d) 363, [2019] B.C.J. No. 1898 (QL), 2019 CarswellBC 2941 (WL Can.), qui a annulé l’arrêt des procédures inscrit par le juge du procès et renvoyé l’affaire pour détermination de la peine. Pourvoi rejeté.

Eric Purtzki, pour l’appelant.

Chris Greenwood, pour l’intimée.

Version française du jugement de la Cour rendu oralement par

[1] LA JUGE MARTIN — Lors de son procès, M. Li a plaidé coupable et le juge a ordonné l’arrêt des procédures pour cause de provocation policière. La Cour d’appel a levé l’arrêt des procédures et renvoyé l’affaire au tribunal de première instance pour détermination de la peine. En l’espèce, M. Li dispose d’un droit d’appel devant notre Cour en vertu de l’al. 691(2)(b) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, c. C-46. Les mots « a consigné un verdict de culpabilité » visent les cas où est rendue une ordonnance qui annule un arrêt permanent des procédures et qui équivaut à la consignation d’un verdict de culpabilité, satisfaisant ainsi à l’objectif de cette disposition, qui consiste à faire en sorte qu’une personne accusée puisse appeler de la décision au niveau supérieur de juridiction afin de soulever toute question de droit découlant de cette déclaration de culpabilité (voir *R. c. Magoon*, 2018 CSC 14, [2018] 1 R.C.S. 309, par. 38).

[2] Nous reconnaissons que ni l’une ni l’autre des juridictions inférieures n’a eu, dans la présente affaire, l’avantage des enseignements exposés par notre Cour dans ses motifs dans l’arrêt *R. c. Ahmad*, 2020

dial-a-dope operation, the police must have reasonable suspicion over the individual or over the phone number or over a combination of both, before they can ask to purchase drugs from the person answering the phone.

[3] Applying this framework and considering the totality of the circumstances, the police had reasonable suspicion, before making the call, that the phone number was being used for drug dealing. The police used a *Swan* sheet to record what actions they took to verify this tip. The tip was that a specific phone number was being used in a dial-a-dope operation to sell cocaine, the sales took place near a particular mall and involved a tan Honda Odyssey with a specific licence plate. In addition to the phone number, the tip provided details such as which drug was for sale, the area of operation, a vehicle description, and licence plate number. The police confirmed the assertion of illegality by connecting this car and licence plate, and five other vehicles, to a person with an extensive and recent history of suspected dial-a-dope drug dealings.

[4] Therefore, there was no entrapment. As a result, we dismiss the appeal, enter a verdict of guilty, and remit the matter for sentencing.

Judgment accordingly.

Solicitors for the appellant: Melville Law Chambers, Vancouver.

Solicitor for the respondent: Public Prosecution Service of Canada, Vancouver.

CSC 11, [2020] 1 R.C.S. 577. Comme il est expliqué dans cet arrêt, lors d'une enquête portant sur une présumée opération de vente de drogue sur appel, la police doit posséder des soupçons raisonnables concernant la personne ou le numéro de téléphone en question, ou encore une combinaison des deux, avant de pouvoir demander à acheter de la drogue de la personne qui répond au téléphone.

[3] Selon ce cadre et compte tenu de l'ensemble des circonstances, les policiers possédaient, avant d'effectuer l'appel téléphonique, des soupçons raisonnables que le numéro en question était associé au trafic de drogue. Les policiers ont consigné dans un relevé du type requis dans l'arrêt *Swan* les mesures qu'ils ont prises pour vérifier la fiabilité des informations reçues à cet égard, à savoir qu'un numéro de téléphone précis était associé à une opération de vente de drogue sur appel, soit de la cocaïne, que les ventes avaient lieu près d'un centre commercial particulier et qu'une automobile de marque Honda Odyssey de couleur beige, munie d'une plaque d'immatriculation précise, y était liée. En plus du numéro de téléphone, les informations reçues incluaient des précisions telles la sorte de drogue vendue, le secteur où se déroulait l'opération, la description de l'automobile et le numéro de la plaque d'immatriculation. Les policiers ont confirmé l'allégation d'illégalité en rattachant l'automobile, la plaque d'immatriculation, ainsi que cinq autres automobiles, à une personne possédant de nombreux antécédents récents en matière de présumées opérations de vente de drogue sur appel.

[4] Il n'y a donc pas eu de provocation policière. En conséquence, nous rejetons l'appel, consignons un verdict de culpabilité et renvoyons l'affaire au tribunal de première instance pour détermination de la peine.

Jugement en conséquence.

Procureurs de l'appelant : Melville Law Chambers, Vancouver.

Procureur de l'intimée : Service des poursuites pénales du Canada, Vancouver.